



05/2021

Territoire camerounais et le développement culturel : une approche participative ?

Cameroonian territory and cultural development: a participatory approach?

Par

NGO MINKA Sérafine Diane

Docteur en anthropologie médicale

Université de Yaoundé I



Les contenus de la revue ISSM sont mis à disposition selon les termes de la licence *Creative Commons* Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification (CC BY-NC-ND).

Liste des photos

Photo 1 Google : présentation aérienne dans la ville de Yaoundé	127
Photo 2Google : carte du Cameroun représentant la région du Centre	131
Photo 3Google : Carte de la région du Centre-Cameroun	132
Photo 4 Google : aménagement des routes urbaines	136
Photo 5 Google : construction d'un puits d'eau avec la participation des populations du village.....	137
Photo 6Google : site touristique en aménagement dans la ville de Yaoundé	138
Photo 7 Google : développement agricole et inspection avec les parties prenantes	141
Photo 8Google : construction et aménagement de la route dans une zone rurale.....	143

Résumé

Le territoire est défini comme un espace géographique, physique et humain qui renseigne sur les modes de vie des populations, leurs savoir-faire et savoir être contenus dans leurs actions quotidiennes. Le présent article intitulé « **Territoire camerounais et le développement culturel : une approche participative ?** » interroge l'interaction entre la population camerounaise et les pratiques culturelles, fondation du développement territorial. Pour y voir plus clair, il faut convoquer les conditions de développement, les éléments culturels, les différents acteurs ainsi que les modèles ou approches participatives nécessaires. La méthodologie retenue ici sera triptyque : elle invite de prime abord le culturalisme sous le prisme du moulage culturel, ensuite l'interactionnisme symbolique avec son action sociale et enfin le dynamisme social pour parler des transformations et des mutations sociales.

Mots clés : Territoire, développement culturel, savoir, approche participative, population camerounaise.

Abstract

The territory is defined as a geographical, physical and human space which provides information on the lifestyles of the populations, their know-how and knowing how to be contained in their daily actions. This article entitled “**Cameroonian territory and cultural development: a participatory approach?** » Questions the interaction between the Cameroonian population and cultural practices, the foundation of territorial development. To see more clearly, it is necessary to summon the conditions of development, the cultural elements, the different actors as well as the necessary models or participatory approaches. The methodology adopted here will be triptych: first of all it invites culturalism through the prism of cultural molding, then symbolic interactionism with its social action and finally social dynamism to talk about social transformations and mutations.

Keywords: Territory, cultural development, knowledge, participatory approach, Cameroonian population.

I-Introduction de la recherche

Au-delà de sa définition classique qui pose que le territoire est un espace restituant un certain nombre de données, il représente également un cadre octroyé, une sorte de portion ou de découpage d'une part, et d'autre part, c'est un construit de processus développés par des acteurs¹. Quant au développement territorial il consiste à l'élaboration d'un travail de groupe de plusieurs personnes qui s'engagent pour améliorer leurs conditions de vie, un projet objectif qui prend en compte l'embellissement de leur environnement dans la durée. D'ailleurs, (Étienne Marest, 2011 :223) pense que : *« le développement territorial engage l'ensemble des partenaires du territoire - élus communautaires, élus municipaux et habitants – à entamer un « saut culturel » ; passer d'une relative permanente ou, à tout le moins, d'une évolution lente à une dynamique volontariste de changement.»* De ce point de vue, le développement territorial appelle à un travail commun, associatif lié par la culture pour s'aveugler à la priorisation de la stratification sociale et au phénomène de hiérarchisation. Pour l'auteur, ce sens premier de la mobilité sociale ne favorise pas une considération humanitaire.

En effet, parler de développement territorial c'est évoquer la notion de développement culturel car, dans son sens le plus large, il renvoie à la culture ou civilisation². Il s'agit par exemple de l'éducation, de l'environnement, de la communication, du travail, de l'enseignement, de la technique, de l'industrialisation, de la science...ainsi que toute autre attitude et aptitude que l'on puisse adopter ou mettre à disposition en tant que membre-acteur dans une communauté donnée. Au regard de tout ce qui précède, le développement d'un territoire prend en compte la culture de ce territoire tout en sollicitant la contribution coactive et active de toutes ses composantes humaines.

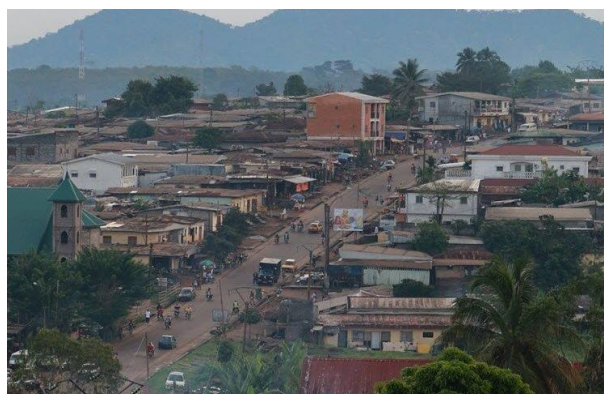


Photo 1 Google : présentation aérienne dans la ville de Yaoundé

¹ Bernard Pecqueur, (SD) dans le développement territorial : une approche des processus de développement pour les économies du Sud. pp.295-316, explique que - Le territoire donné: c'est la portion d'espace (le plus souvent d'un découpage infranational) qui est l'objet de l'observation. [...]C'est en quelque sorte le territoire *a priori*, pour lequel on ne cherche pas à analyser la genèse et les conditions d'élaboration, mais qui constitue un support. - Le territoire construit: dans cette perspective, le territoire est le résultat d'un processus de construction par les acteurs. Le territoire n'est pas postulé, il est constaté *a posteriori*.

²Tylor, 1871 une culturaliste apportait une définition à la culture.

I-1-Contexte et problématique de la recherche

Depuis plusieurs années déjà, des auteurs comme (Jean-Roger Essombè Edimo, 2005) et (Carine Laure Koudjou Talla, 2007) abordent le problème de développement territorial et contribuent par leur travail son décryptage et à sa description. De telles investigations ont favorisé l'implication active d'autres acteurs qui ont ainsi pu apporter leur pierre à l'édifice. A côté de celles-ci, on pourrait par exemple évoquer quelques chiffres statistiques relatifs aux deux dernières élections présidentielles. En effet, on a pu noter une régression des votes nuls soit (52716) en 2018 et (114185) en 2011. De plus, les résultats des élections municipales et législatives au Cameroun en 2020 ont marqué ont donné lieu à une diversité de députés et de maires à l'Assemblée Nationale ainsi qu'au sein des mairies dans les différentes communes. Ces différences montrent particulièrement la volonté des populations à vouloir valoriser l'implémentation du développement local de leur territoire. Pour atteindre cet objectif auprès de la population-cible, le porte-à-porte a été l'une des techniques de rapprochement avec pour ingrédient l'écoute. De ce fait, le passage du local au global devient capital pour la favorisation à la participation de la base dans le développement propre. Ce développement territorial mettant en avant la localité, passe alors par la décentralisation qui oblige la prise en compte des communautés avant toute prise de décision. En ce sens, la concentration politique et financière rattachée jusqu'ici au pouvoir central de l'Etat qui avait pignon sur rue doit être éclaté et transféré aux autorités élues locales.

Cependant, malgré les différentes activités menées pour démontrer le rôle prépondérant du local dans le développement territorial et la volonté des populations à s'immerger aux actions qui sont les leurs afin d'améliorer leurs conditions de vie, le territoire en tant qu'environnement d'échanges continue à présenter le visage d'une mauvaise organisation.

De ce point de vue, comment pouvons-nous parvenir au développement territorial proprement dit en général et celui du Cameroun en particulier ? Quand bien même le désir de vivre ensemble, l'acceptation de certaines valeurs, la solidarité, l'instauration de règles communes, la convivialité et l'Etat comme régulateur et censeur (Carine Laure Koudjou Talla, 2007) ne sont pas respectés. Quelle peut alors être la véritable approche participative pour un développement du territoire si jusqu'ici les premières expériences ne sont pas allées dans le sens des attentes des populations ? Quels sont les éléments clés de la culture qui définissent le développement territorial ? Et quelle est la particularité des parties prenantes qui peuvent accompagner et apporter un résultat efficient au développement territorial au Cameroun ?

I-2-Hypothèses et objectifs de la recherche

Pour apporter des réponses corrélatives aux préoccupations sus évoquées, il advient de prime abord de proposer un recours à la sensibilisation dans sa plus petite unité en mettant en évidence les manquements des premières idées émises et pas marqués. Accorder à la population cible le temps de parole pour exposer, présenter, voire définir les difficultés rencontrées au moment d'une planification en rapport avec le développement territorial d'une part. Et d'autre part, leur donner l'occasion d'apporter des propositions qui peuvent favoriser un meilleur déroulement et dévolution du projet. Impliquer de manière continue les personnes ressources pour un développement, au suivi et à l'évaluation du travail effectué pour en déduire les résultats escomptés. Former et éduquer par le biais de leurs connaissances culturelles, les couches intervenantes en mentionnant les étapes concrètes liées au projet de développement afin d'éviter des incohérences. Indiquer et présenter aux personnes sources l'apport matériel, technique et financier que propose le gouvernement, les bailleurs de fonds, les associations, les ONG (Organisations Non Gouvernementales), les bienfaiteurs... en lien avec les exigences socioculturelles des bénéficiaires. Prendre en compte le patrimoine culturel (matériel et immatériel), éducation, famille, parenté, clan, lignage, modes de vie, habitat, système alimentaire, système de croyances, goûts, tabous et interdits, traditions us et coutumes des habitants et de leur environnement existant, pour mettre en relation le monde physique et le monde métaphysique.

Compte tenu de tout ceci, les parties prenantes indiquées pour une telle action doivent être en adéquation avec le territoire lui-même, les décisions prises pour le développement de ce territoire, les aspirations ou les attentes que visent les bénéficiaires, le rôle de chacun des participants, l'organisation du travail à effectuer d'amont en aval, son chronogramme. Bref, sous l'abri des normes et règles prescrites pour son bon déroulement parce qu'elles sont au centre du projet. Pour renchérir cette assertion, Étienne Marest présente que :

Un projet de développement de territoire est avant toute chose un projet de développement humain : pour les humains, par les humains, avec les humains. Qu'il s'agisse de tourisme, de voirie, d'environnement, de nouvelles technologies, de transport ou encore de rénovation de l'habitat... Rien n'est assuré d'obtenir une efficience s'il n'est pas accompagné du sentiment-partagé !-de participer au développement de chacun et, ce faisant, de tous. (Étienne Marest, 2011 : 224-225)

Nous avons souvent constaté que la réalisation des projets au Cameroun, tout au moins dans leur majorité, est le fait des bailleurs de fonds ou du gouvernement. Les échecs qui en résultent très souvent trouvent leur cause dans la non prise en compte factuelle de toutes les parties prenantes au projet, d'ailleurs, il arrive que les actions de ces projets deviennent nocives pour les populations. Les

conséquences immédiates et à terme face à ces échecs se manifestent par le désintérêt quasi radical voire prolongé de probables et potentiels investisseurs et partenaires futurs. Un tableau qui présente très clairement la déception des bailleurs et la désolation des populations.

On pourrait citer en exemple le refus du « *Métisan* » par les populations de l'Est-Cameroun à cause de l'absence de sensibilisation. Il s'agissait de ce fait, d'un médicament que l'on devrait administrer contre la malaria dans cette partie du Cameroun. Les personnes ne maîtrisant pas le projet se sont trouvés dans l'obligation de jeter ledit médicament. Toujours dans cette même partie du territoire camerounais, l'utilisation des moustiquaires a été contraire à l'attente des donateurs. En effet, il s'agissait plutôt d'un support pouvant servir pour recouvrir les contours et les pourtours des toilettes des populations. Dans la région du centre au Cameroun, Département du Nyong-et-Kellé, Arrondissement de Biyouha, un projet agricole jumelé à l'aménagement d'espaces verts n'a pas pu être déployé faute de sensibilisation opportune des populations. Les exemples d'échecs similaires dans cette partie du continent africain sont légion, situation qui démontre ainsi la mauvaise gestion du développement territorial au Cameroun. Pour atteindre des objectifs d'un tel développement avec des approches conséquentes, il est judicieux d'emprunter une méthodologie qui harmonise la nature de la demande et les outils qui conduisent une telle action.

II-Méthodologie et technique d'analyse de données de la recherche

La méthode ou le chemin emprunté dans cette recherche pour atteindre notre objectif général est la méthode qualitative. Elle nous a permis de mieux saisir les outils de travail qui contribuaient à la collecte d'informations auprès des personnes cibles, prioritairement sur le développement territorial dans leur communauté. Les outils et les techniques de collecte mises en place simultanément portaient sur l'observation directe à partir de laquelle nous avons exploité nos yeux pour observer les différentes actions qui puissent être faites dans le but de développer un territoire. Le guide d'entretien sur lequel était inscrit des questions et support de la recherche permettait de réaliser des entretiens approfondis avec des personnes clés. Des transcriptions collectées grâce à un enregistreur afin d'exploiter les récits de vie que nous restituaient les populations.

L'analyse des données recueillies sur le terrain se faisait par la technique d'analyse de contenu avec l'exploitation minutieuse des écrits par des stylos de couleurs différentes afin de retenir des thèmes servant de titres ou de sous-titres dans le présent article. Cette organisation des thèmes facilitait alors la rédaction des parties de l'article au point d'exploiter à chaque fois qu'il y avait la nécessité des verbatim ou récits de vie. De cette manière, nous avons pu restituer les données en prenant en compte les suggestions des populations sur la façon dont le développement territorial doit être pris en charge au sein de leur communauté. Ce qui a d'ailleurs mis en évidence les lignes de conduite en lien avec celui-ci.

Pour rendre plus efficiente cette collecte de données, nous avons choisi le site de la région du Centre Cameroun, départements du Mfoundi au quartier Ekounou et du Nyong-Et-Kellé dans le village de Mambando. Ekounou se trouve dans une zone urbaine et Mambando dans une zone rurale. Mais, sur la carte ci-dessous, il est grosso modo présenté la région du Centre. Aussi, nous notons que les images contenues dans cet article sont des représentations et des exploitations internet en l'occurrence *Google*. Ceci parce que nous n'avons pu avoir en présentiel des images qui pouvaient mieux étayer ce que nous voulions décrire.



Photo 2Google : carte du Cameroun représentant la région du Centre

Dans ces espaces du Cameroun, on compte alors de façon non organisée ni classée un marché, une mairie, des routes bitumées et non bitumées, des rivières, cours d'eaux, écoles, une chefferie, un palais de justice, un poste de police, des habitations et une population cosmopolite composée d'hommes, de femmes, d'enfants, de jeunes et des personnes âgées.



Photo 3Google : Carte de la région du Centre-Cameroun

II-1-Identification des catégories de personnes pour la recherche

Pour notre cible d'étude, nous avons majoritairement opté pour la population jeune plus adaptée à la dynamique participative. C'est alors la raison pour laquelle nous avons interrogé un nombre total de dix (10) personnes contenues à la fois dans la zone rurale et dans la zone urbaine dont Mambando et Ekounou. Et pour chaque espace, il était question de trois jeunes et de deux personnes âgées pour obtenir à la fin un nombre de six (6) pour les jeunes et quatre (4) pour les personnes âgées. Les entretiens se déroulaient de façon continue, un après un autre ceci pour recueillir individuellement les informations. Les personnes les plus indiquées menaient des activités diverses et multiples. Nous avons alors retenu les commerçants, les cultivateurs, les fonctionnaires, les religieux, étudiants, les personnes exerçant les activités libérales, les débrouillards et les personnes présentes dans les ménages. De manière indépendante et selon la disponibilité des enquêtés, nous avons recueilli les données. Nous avons démarré cette enquête dans la zone rurale puis urbaine.

II-2-Délimitation et organisation des entrevues par zone

Pour ce faire, nous avons eu besoin de plus d'une semaine de collecte du 22 février au 01 mars 2021 période pendant laquelle nous avons administré des entretiens structurés et semi-structurés grâce à un guide d'entretien que nous avons mis sur pied. C'est-à-dire de manière aléatoire et avec ceux qui avaient déjà arrêté un rendez-vous avec nous. Ces rencontres préétablies concernaient alors leurs Majestés du quartier Ekounou et du village Mambando. Cependant, seul le chef du village de Mambando a pu honorer à notre rendez-vous. Ainsi, nous avons exploité les huit jours consacrés aux différentes circonscriptions à savoir : quatre jours pour le quartier Ekounou, partant du 22 février au 25 février et quatre autres jours restant réservés au village Mambando du 26 au 01 mars 2021. Le rapprochement observé entre le dernier jour de collecte de données dans le quartier Ekounou et le premier jour dans le

village Mambando s'explique par le fait que pour aller d'un site à un autre, on peut estimer le temps du trajet entre une heure et deux heures.

II-3-Description théorique

Notre approche était davantage exploratoire et explicative parce qu'il fallait restituer par les écrits et après transcription, les besoins, les pensées, les recommandations, les souhaits ou les sollicitations de chacun des informateurs sur le terrain visant un développement territorial satisfaisant. Une telle approche nous permettait d'affirmer ou d'infirmer les différentes hypothèses que nous avons formulées au départ, à l'introduction de notre article. Ainsi, pour mieux analyser les données que nous avons recueillies sur le terrain, des modèles d'analyses ont été mis en exergue. Il s'agit d'amont en aval du culturalisme avec la notion du moulage culturel pour montrer que le développement territorial d'une communauté ou d'une ville passe par les acteurs même de cet environnement. Ceux sont eux qui ont eu la transmission des connaissances de leur territoire et vivent au quotidien les problèmes qui minent leur entourage. D'ailleurs, d'après les culturalistes Ralph Linton, Abram Kardiner, Margaret Mead et Ruth Benedict (2005 :22) il s'agit de « *la configuration des comportements appris et de leurs résultats dont les éléments composants sont partagés et transmis par les membres d'une société donnée.* » Que ce soit en ville à Ekounou ou au village à Mambando, le développement territorial dépend des populations qui s'y trouvent, surtout celles qui managent au jour le jour les activités dans ces espaces. L'interactionnisme symbolique de Herbert Blumer, à travers l'action sociale et les échanges sociaux encourage le travail de groupe, de communion et de solidarité dans un environnement bien précis qui impose la présence de plusieurs personnes et donc l'importance serait d'associer les pensées pour un résultat efficient et escompté. De ce qui précède, les habitants d'Ekounou et de Mambando au Cameroun, quel que soit leur statut social, doivent se mettre ensemble pour trouver des solutions à leurs problèmes de santé, d'économie, d'alimentation, d'éducation, de sécurité, d'hygiène ...pour ainsi espérer un développement pour leur territoire. Le dynamisme social de Georges Balandier quant à lui, observe les dynamiques du dedans et du dehors qui s'opèrent dans les mentalités des individus de nos jours et qui pensent agir, faire à leur manière sans tenir pour compte les ressources territoriales ainsi que l'héritage culturel des bénéficiaires. Le respect des normes et règles n'est plus une préoccupation des populations ; l'individualisme s'opère de plus en plus. Le travail commun et solidaire n'est plus l'apanage de tous, il s'observe chez quelques minorités qui espèrent encore retrouver un jour la vie d'antan. Pour l'identification de nos résultats à l'étude de cet article, les discours, les appréhensions et les récits de vie des informateurs ruraux et urbains ont permis et facilité la restitution des données.

III-Résultats de la recherche

Les résultats obtenus pour cet article partent d'une collecte de données de plusieurs jours, organisée au Cameroun ; dans la région du Centre Départements du Mfoundi et du Nyong-Et-Kellé dans les localités d'Ekounou et de Mambando. Dix personnes ont pris part à ces entretiens individuels et approfondis. Des hommes, des femmes, des jeunes et des personnes âgées.

III-1-Eléments culturels et développement territorial

Pour la valorisation des différentes questions proposées aux informateurs clés afin d'infirmer ou d'affirmer nos hypothèses de recherche préalablement annoncées et dans le même ordre d'idées, tenter d'apporter des réponses efficaces au développement territorial au Cameroun, il y a lieu d'emprunter quelques éléments culturels.

III-1-1-Education comme élément de développement territorial : la sensibilisation

Pour les populations des deux horizons, le problème de l'éducation est très capital pour la réussite d'un projet au Cameroun. Elle devra prendre son élan dans le noyau familial qui est la case de départ de la construction d'une société. Pour renchérir cette idée, Armand 38 ans, enseignant dans la ville de Yaoundé pense que : *« les parents ne prennent plus le temps d'éduquer leurs enfants. Ils sont laissés à leur propre destin. La conséquence immédiate est la mauvaise compagnie qui va finalement détruire toute la famille nucléaire. »*(Entretien du 23/02/2021 à 16 h15) dans ce cas, il devient important de prendre en considération l'éducation de l'enfant que ce soit à la maison ou dans un autre secteur de la société. Le jeune enfant qui ne reçoit pas valablement l'éducation de ses parents, qui parfois séparé adopte les attitudes des « enfants de la rue » qui sont depuis longtemps un sujet très préoccupant pour les entités éducatives en particulier et la société en général faisant couler beaucoup d'encre et de salive au sein des médias. Pour les populations, le gouvernement camerounais devra prendre en compte cette problématique, car elle défavorise le développement territorial. Pour Clotilde 40 ans, commerçante à Ekounou dans un magasin de la place indique que : *« si les enfants de la rue avaient été éduqués confortablement, nous ne les verrons pas se balader dans les rues de la capitale. Leur présence dans le centre-ville dévalorise complètement le statut de ce dernier. »* (Entretien du 22/02/2021 à 10 h)

L'éducation est une pierre précieuse et angulaire pour le développement d'une unité qu'elle soit administrative, familiale, villageoise ou scolaire. Chaque entité joue un rôle précis dans l'organisation sociale. Le non-respect des règles et normes prescrites par l'une des unités, crée indubitablement des conséquences qui s'observent dans d'autres secteurs. Le village comme la ville doit s'arrimer d'une vie harmonieuse. Le développement territorial est le résultat de cette harmonie de la compréhension

éducative et collective née d'une cellule familiale. Elle garantit à cet effet, la sécurité des personnes et de leurs biens. Massa 62 ans, cultivateur dans le village Mambando pense que :

L'éducation est une chose très difficile à atteindre de nos jours. Auparavant, quel qu'était l'aîné, de manière confondue, était respecté parce que nous, avons reçu cette éducation. Il ne fallait pas seulement attendre la décision d'un parent proche pour obéir. Si ce dernier répondait déjà au critère d'un aîné ou d'un parent, il y avait le devoir d'obtempérer. (Entretien du 27/02/2021 à 14 h20)

L'éducation est un élément fondamental de la culture. Réussir son applicabilité au sein d'une société revient à dire que la culture dans laquelle une telle action a été effectuée a produit des fruits. Mais, dans un système qui prône le développement, il est important de passer par la sensibilisation des populations pour amener les personnes à adhérer au choix éducatif qui sera bénéfique pour l'ensemble de la communauté. Omettre une sensibilisation lorsqu'on envisage une activité sociale peut facilement absoudre le travail à effectuer. Celle-ci est d'ailleurs capitale dans sa plus petite unité en étalant au préalable comprendre les anciens échecs. En reconnaissant les diverses activités vouées à l'échec dans sa communauté à cause de l'absence de sensibilisation, Françoise, 57 ans cultivatrice à Mambando présente que :

Les défis sont nombreux et peines même à se multiplier. Nous avons reçu plus d'une fois les actions dans notre Département. Mais, c'est de bouche à oreille que nous les avons constatées. Pas de sensibilisation dans les villages. Lorsque nous cherchons à nous renseigner sur ce qui avait été dit et fait auprès du Chef du village, nous nous rendons compte qu'il est aussi une victime des « vrais » bénéficiaires. (Entretien du 26/02/2021 à 17 h03)

Non loin de là, le Chef du village 43 ans à Mambando ajoute : « *nous les Chefs des villages subissons parfois des indexations de notre population. Elle pense très souvent que nous sommes des bénéficiaires et pourtant, il n'en est rien de tel. Tout reste au plus haut sommet et n'arrive pas à destination.* » (Entretien du 26/02/2021 à 15 h13)

III-1-2-De la sensibilisation à l'intégration : le suivi-évaluation

Le manque de sensibilisation peut causer des incompris et des malentendus qui sont à l'origine des haines et des litiges entre membres au sein des communautés au Cameroun. Cette difficulté n'est pas seulement vécue dans les zones rurales, mais aussi des espaces urbains, qui malgré la facilitation de la présence des médias, subissent au même titre l'absence de communication. De ce point de vue, il faut accorder à la population cible le temps de parole pour pouvoir exposer ses doléances en décrivant exactement les problèmes qui minent dans son environnement au quotidien. Elle devra alors définir les difficultés rencontrées au moment d'une planification en rapport avec le travail de développement

territorial qui l'incombe. C'est de cette façon qu'elle pourra apporter des solutions en proposant les lignes de conduite pouvant favoriser le bon déroulement et l'évolution du projet s'il y a lieu. André 67 ans, homme religieux à Ekounou à ce sujet s'exprime en ces termes :

Chacun peut se débrouiller à son niveau. Nous les religieux faisons la sensibilisation lors des messes pour atteindre un bon nombre de personnes. Car, nous savons qu'à partir de l'Eglise, les personnes peuvent comprendre les biens faits de la communauté. C'est important de sensibiliser les gens. Dans le cas contraire le projet échoue ou ne suit pas son cours. (Entretien du 24/02/2021 à 11 h 10).

La sensibilisation est une manière d'intégrer les personnes indiquées dans le projet. Cette intégration crée alors une implication continue de ces personnes dans le travail qui vise le développement territorial. C'est la raison pour laquelle elles doivent être formées sur les connaissances culturelles qui s'impliquent dans le projet pour un meilleur suivi et évaluation. Linda 26 ans et étudiante vivant au quartier Ekounou reconnaît que « *pour la plupart des projets réalisés au Cameroun, les populations ne sont pas toujours sensibilisées, ni intégrées. Le suivi évaluation alors est une impossibilité. Car, les personnes organisateurs imposent leurs décisions et tirent leur épingle du jeu.* » (Entretien du 24/02/2021 à 13 h 05).



Photo 4 Google : aménagement des routes urbaines

La situation telle qu'elle se présente montre à suffisance que les couches intervenantes dans un projet de développement territorial efficient au Cameroun ne sont pas toujours prises en compte. D'après les populations de cet espace culturel, premiers bénéficiaires sont loin d'intéresser les initiateurs et porteurs de projet. Chaque étape devrait pourtant faire l'objet de vérification de la prise en compte

effective de chaque intervenant afin d'espérer une réussite de projet. Dans ce même ordre d'idées, nous pouvons dire que la division du travail permet un meilleur suivi et une évaluation cohérente et claire. En ce sens que sur ce point, chaque indicateur devrait occuper une place conséquente au développement qui lui est destiné, celui de sa communauté. *« Pour qu'un projet fonctionne ou qu'une activité prospère par exemple dans le domaine de l'agriculture, il faut l'intervention des personnes que nous sommes. C'est nous qui savons quelles difficultés rencontrons au quotidien entre l'état de nos routes et les produits ! »* Charles 32 ans, cultivateur à Mambando. (Entretien du 28/02/2021 à 12 h45).

III-1-3-Ressources matérielles, techniques, financières et humaines

Hormis l'éducation, la sensibilisation des populations, l'intégration des personnes cibles ainsi que le suivi-évaluation à prendre en compte dans les projets, l'on mentionne également la place prépondérante des ressources matérielles, techniques, financières et humaines. Ces ressources devront donc être indiquées aux personnes bénéficiaires du projet ; ressources et aides que le gouvernement, les bailleurs de fonds, les associations, les ONG (Organisations Non Gouvernementales), les bienfaiteurs pour ne parler que de ceux-ci mettent à disposition. Il n'en demeure pas moins que ces exigences soient en interrelation avec la socioculture existante qui va surtout prendre en compte son patrimoine culturel (matériel et immatériel), sa famille, sa parenté, son clan, son lignage, ses modes de vie, son habitat, son système alimentaire, son système de croyances, ses goûts, ses tabous et ses interdits, sa tradition us et coutumes et son milieu de vie. En mettant en exergue tout ce qui précède, Ambassa 64 ans retraité à Ekounou fait savoir : qu'*« il serait plus judicieux de considérer les projets avec les personnes qui doivent en bénéficier. Mais comment allons-nous faire quand bien du jour au lendemain, nous constatons que les choses sont faites sans notre intervention ? Nous ne pouvons pas décider ! »* (Entretien du 25/02/2021 à 09 h 00).



Photo 5 Google : construction d'un puits d'eau avec la participation des populations du village

Le développement doit venir de l'intérieur. C'est nous-mêmes qui devons donner un sens à notre développement. L'intégration des mairies dans le travail gouvernemental avec la notion de décentralisation, pour amener les communautés à mieux s'organiser et créer une autonomie est une réponse au développement territorial. D'ailleurs, le 20 février 2021 dans le journal télévisé de 20heures sur la chaîne de télévision privée camerounaise Canal2 international, relayait une déclaration du Ministre de la décentralisation et du développement rural pour dire : qu' « *il y a une dotation de dix (10) milliard de francs cfa octroyée à chaque mairie par an pour encourager le vivre ensemble et le tourisme.* » Cette dotation, désormais prête de la population cible, même-si certains maires devraient encore attendre le rapport d'activité de ceux qui les avaient précédés avant de rentrer en possession de leur budget, peut déjà contribuer au travail rapide et même efficient des projets dans les communautés ici sus évoquées.



Photo 6Google : site touristique en aménagement dans la ville de Yaoundé

Pour Claude 30ans travailleur indépendant à Mambando: « *il est nécessaire que nous prenions les choses en main. Sinon, nous attendrons longtemps le développement de notre village. Aujourd'hui, nous voyons la route être déblayée, la dernière fois que cela a été fait date de 8 ans déjà.* » (Entretien du 01/03/2021 à 10 h 30)

Malgré la prise en compte des réalités socioculturelles d'une communauté donnée pour engager un développement territorial, il est de bon ton de préciser que seule la participation locale est loin d'être une satisfaction totale. Car, le développement territorial n'est pas la responsabilité d'une seule localité ni à l'image de son seul modèle architectural. L'action relative au développement territorial devrait aussi être conforme et significative pour une reconnaissance externe. Quel que soit la pluralité environnementale, chaque village, chaque ville ou chaque région est appelée à faire ressortir les codes identitaires du pays dans lequel, il/elle est construit (e). L'action territoriale met par exemple à profit des

ingénieurs qui ont la charge et la responsabilité d'unifier le plan territorial ou le projet de société à travers des réalisations concrètes et conformes pour mieux les identifier. C'est le cas par exemple des constructions d'établissements scolaires, estudiantins, des modèles et construction des routes adossés à leurs signes, de l'aménagement des espaces verts, des puits d'eau aménagés, des services de transports, des services administratifs, le développement du vestimentaire dans des écoles de formation ou d'apprentissage tout ceci dans le but d'éviter l'anarchie. Une complémentarité qui laissera transparaître non seulement du bas du regard, mais également du haut l'ordonnancement, l'agencement et la clairvoyance d'un développement territorial.

Somme toute, le développement territorial, en zone dite urbaine ou celle rurale devra faire impliquer les bénéficiaires et les parties prenantes. Le projet n'a de sens que s'il est partagé et accompagné par l'ensemble des membres de la société qui doivent le conduire. Les dynamiques de l'extérieur ne doivent guère influencer les habitudes du quotidien, de l'intérieur. Encore faudrait-il amener les allochtones à s'adapter aux conditions de vie des populations d'accueil. Ce qui pourra alors laisser transparaître un développement collectif, participatif et aboutissant.

IV-Discussion et conclusion de la recherche

Le développement territorial engage une panoplie d'éléments. C'est tout un système qui est très souvent convoqué. Généralement, pour atteindre cet objectif, il est important de faire valoir les recommandations et attentes des bénéficiaires parce que ce sont ces personnes qui vivent les réalités du terrain. La prise en compte de ces propositions valide d'avance la réussite d'un meilleur développement de ce territoire.

IV-1-Parties prenantes

Le développement territorial est une mise en route associée de tous les systèmes d'éléments matériels et immatériels qui sont implémentés afin de permettre une relation de vie harmonieuse entre les vivants (végétaux, animaux, humains) et leur environnement. Cet environnement devrait alors être spécifique et particulier pour assurer aux êtres vivants spécifiques une évolution normale. L'Homme étant au centre de la nature et responsable de son propre développement, a une contribution prépondérante. Ceci dit, les outils qui sont les siens à l'exemple des us et coutumes, les traditions doivent être adaptées au développement qu'il entend mettre sur pieds. Pouvons-nous penser une culture ou un art de vivre des Pygmées s'adaptant dans des environnements dits urbains ? La réponse que l'on puisse apporter à une telle question ne saurait être aisée.

IV-1-1-Indicateurs de la démarche participative et limites

Dans les quartiers Mambando et Ekounou dans la Région du Centre au Cameroun par exemple, les populations se mobilisent tant bien dans la ville que dans le village pour organiser des réunions afin de former des groupes ou « yúm »³ (précisément dans la zone rurale) pour travailler dans des champs communautaires, bâtir des maisons, défricher des routes, nettoyer des alentours des puits d'eau ou des sources...ces rencontres ou réunions tiennent lieu de cotisations ou des réceptions individuelles tour-à-tour dont le but est de nourrir des personnes qui viennent apporter leur soutien. Par ailleurs, dans le quartier d'Ekounou, il est question du nettoyage des rigoles et des abords des poubelles (triage des bouteilles plastiques pour des éventuels recyclages) au moins deux fois par mois pour assurer une circulation fluide des personnes et des eaux permettant d'éviter des maladies. Cette participation est de plus en plus mandatée par la mairie qui s'engage aussi bien au ramassage de porte à porte des poubelles dans des maisons les moins favorables, ou plus vulnérables comme certaines PME indépendants voire, des individus (jeunes en l'occurrence) avec un retour sur paiement direct, hebdomadaire ou mensuel. Dans des établissements scolaires du village par exemple, le défrichage, pour ne parler que de lui est assuré par des écoliers ou des élèves qui mettent au propre, chaque fin de semaine, les alentours des bâtiments des salles de classes afin de prévenir les dangers liés aux espèces animales venimeux tels que des serpents qui souvent viennent mordre des enfants.

Hormis cet aspect groupal d'une part et la mise en place des cotisations d'autre part, il y a aussi la mobilisation faite à travers des demandes budgétaires, matérielles ou humaines par le chef du village et le chef du quartier auprès des mairies, des sous-préfectures et préfectures pour assurer la lanterne dans les quartiers. Il s'agit par exemple des semences relevant de l'agriculture comme la palmeraie, des machines pour le déblayage des routes, de la main d'œuvre pour former des agriculteurs et/ou pour l'installation de l'électricité. Bien que le résultat de ces demandes semble parfois tardif, il n'en reste pas moins que les personnes habiletés jouent leur rôle.

Cependant, il existe des difficultés que rencontrent les populations dans la participation locale qu'il revient de relever. Généralement, le développement d'un territoire au niveau local au Cameroun et dans les quartiers comme Ekounou et Mambando sont souvent moins sollicités par les responsables hiérarchiques. Ce manque peut-être causé par des raisons politiques qui présentent que, l'élite qui appartiendrait à une communauté donnée ne fasse pas partie intégrante du partie politique en place. Parfois, la localité y afférente est simplement délaissée par l'élite ou son responsable consciemment et donc l'objectif est le détournement des fonds.

³ Action de travailler en synergie.

Aussi, les limites de la participation de la population locale peuvent s'appréhender sur le manque de formation des bénéficiaires qui doivent maîtriser le projet qui est en cours d'exécution. Surtout, le suivi et l'évaluation du projet mis en exergue afin d'éviter un partage des biens familiaux ou amicaux voire, l'intégration dans le projet par affinités.

En outre, la participation locale de la population peut aussi être limitée par le fait économique. Car, il faut noter que très souvent, les projets sont subventionnés soit par le gouvernement, soient des sociétés civiles, soient des organisations internationales, soient des particuliers. Et, autant il est difficile pour une communauté de participer financièrement à son propre projet, autant il devient rare pour un membre de la communauté d'Ekounou ou de Mambando de participer au développement de son territoire. Ainsi, le développement territorial ne prend guère les expériences externes pour les mêler aux connaissances endogènes afin d'une complémentarité. La participation locale est non seulement lente mais aussi limite dans un espace plus réduit ou moins vaste le développement territorial.

IV-1-2-Synthèse de la participation locale au développement territorial

Même s'il arrive que le développement d'un territoire emprunte les idées extérieures, il sera toujours capital de convoquer la culture qui le sous-tend et qui doit être préservé dans le respect des codes intellectuels, religieux, spirituels, scientifiques, économiques, sociaux et traditionnels dudit espace.



Photo 7 Google : développement agricole et inspection avec les parties prenantes

L'approche choisie pour le développement territorial d'un pays doit être portée à la connaissance de tous les participants et bénéficiaires du projet. Les femmes, les hommes, les jeunes, les personnes âgées et même les enfants. Les spirituels, les intellectuels, les religieux, les élites, les autorités étatiques...doivent intervenir au travail communautaire parce qu'ils sont les vecteurs d'une telle dynamique. Dans cette veine d'idée, Frisa propose dans sa thèse de doctorat « la participation au

développement économique local dans le Cameroun Subsaharien. » Elle précise alors que le développement territorial est un processus, une action de tous, une collaboration collective et entente qui prend en compte les défis, les propositions et les visions de tous. Chaque nouvelle idée ou proposition devient une affaire de tous et doit être identifiée et intégrée s'il y a lieu d'amélioration. Il s'agit là d'un travail endogène qui donne accès au développement national et international. Elle peut alors (Frisa, 2019 :47) présenter que : *« Le processus de développement est donc fondamentalement endogène, conduit par les acteurs locaux, orienté vers les intérêts de la communauté, ouvert sur le monde et reste soumis à un ensemble de contraintes venant de niveaux plus élevés. »*

Pour créer une dynamique participative, il faudra être réaliste et se doter d'expériences en observant d'autres cultures ou civilisations. S'entourer des visionnaires et des personnes passionnées du travail, capables de créer des interrelations pour impacter positivement les masses. La partie prenante la plus importante est l'humain au sens le plus large. Elle devra ainsi se doter d'une éducation constructive dans le but de développer et de préserver son environnement pour espérer un bien-être personnel et collectif pour les jours à venir. De ce point de vue, le savoir-être et le savoir-faire peuvent contribuer à l'atteinte de cet objectif.

Le Cameroun ne peut donc faire exception, il s'agira de la participation effective de toutes ses populations sans filtre dans toute sa géographie. Aussi, la conscience individuelle et surtout collective associée à des moyens adaptés permettant l'amélioration des conditions de vie. Comme nous l'avons bien spécifié plus haut dans notre argumentaire, c'est un travail de tous, il incombe à la totalité dans un esprit commun. C'est un fait social total (Marcel Mauss, 1925)⁴. Plusieurs éléments entrent en relation lorsqu'on parle du développement d'un territoire d'un pays, une ville ou encore un village. Mambando par exemple sollicite la construction de la route qui anime et favorise l'accès au commerce, en facilitant le déplacement et la commercialisation des produits vivriers et autres produits alimentaires vers des marchés, la promotion à l'instruction pour encourager le lettrisme et banaliser l'ignorance. Autant l'humain doit être instruit en zone urbaine qu'en zone rurale pour mettre en adéquation les expériences quotidiennes diverses et variées. Autant les échanges et le partage d'idées, de connaissances et de savoir-faire entre les personnes vivant dans un même environnement doivent être mis en valeur. Le nettoyage, le balayage, le sarclage, le défrichage, la construction des espaces verts, des puits d'eau, des ponts, des routes, des entreprises, des structures administratives, des formations sanitaires, marchandes et éducatives, la revalorisation de l'afforestation sont les actions du développement territorial.

⁴Essai sur le don.



Photo 8Google : construction et aménagement de la route dans une zone rurale

Le déplacement des produits alimentaires, du village vers la ville pour le ravitaillement des marchés est une autre forme de l'action au développement territorial via la nécessité de la construction des routes. Une route construite, est une motivation certaine pour le cultivateur un encouragement, un appel pour un effort supplémentaire, cette circulation fluide favorise une nutrition de la zone urbaine grâce au système de « *plus pour moins* »⁵. Ce désenclavement est salutaire pour bien de domaines, celui du sanitaire y occupe une espace non négligeable. Malgré la présence accentuée de l'automédication, les hôpitaux, les centres de santé et les lieux de traitement continuent à garder une place prépondérante dans la vie des communautés. Les populations des zones rurales ne bénéficient pas toujours des mêmes avantages sanitaires que celles des villes. Généralement, les cas les plus graves ou à risque sont transportés dans les espaces les plus adaptés aux soins. Et pourtant, dans un environnement de développement territorial, l'on a l'obligation de prévoir l'équité et l'égalité pour tous. L'accès aux soins de qualité ne doit pas être sélectif, idem pour l'accès aux formations dudit personnel. L'instruction, l'éducation, la formation, l'alimentation conduisent indubitablement à la sécurité alimentaire et sanitaire escomptés.

L'humain a besoin du bien-être physique, moral, intellectuel, spirituel, social et culturel. Les éléments basiques comme se nourrir, se soigner, se vêtir, se déplacer, se former, se réunir, se produire et se reproduire, se construire,...sont des réponses au développement territorial. On ne peut parler de développement si l'homme lui-même n'est pas développé (Ébenezer Njoh Mouelle, 1970)⁶. Il lui faut alors penser, développer son intelligence pour aspirer à une liberté qui est le bien-être. Le développement

⁵ Un système qui consiste pour les habitants de la ville de payer moins cher les produits alimentaires venant du village et en retour, recevoir une bonne quantité de produits.

⁶ « *De la médiocrité à l'excellence. Essai sur la signification humaine du développement.* » Première Edition, Clés, Collections recherche africaines.

ne peut s'effectuer s'il n'y a pas une organisation, si les parties prenantes ne sont pas unanimes, si les biens et les savoirs ne sont pas partagés de façon équitable, si les normes et les règles ne sont pas respectées. Tout ceci oriente et aide à l'atteinte du développement territorial. Dans ce travail, nous avons tenté d'apporter notre contribution à une approche participative au développement collectif. Nous espérons que ce travail aiguïsera les intelligences à mieux prendre en charge le développement quel qu'il soit dans les futurs environnements pour un résultat d'envergure.

Références bibliographiques

- Assogba, Yao (1993). *Entre la rationalité des intervenants et la rationalité des populations bénéficiaires : l'échec des projets en Afrique noire*. Cahiers de géographie du Québec, Vol 37, n°100, pp. 49-66.
- Édjenguèlè, Mbonji (2005). L'Ethno-perspective ou la méthode du discours de l'ethno-anthropologie culturelle. Yaoundé PUY.
- Essombè Edimo, Jean-Roger (2005). Le développement territorialisé à Douala : fondements et repérage des modalités institutionnelles d'une dynamique nouvelle, dans monde en développement, n°130, pp. 111 à 130
- Frisa, Laure (2019). Les élites du Développement Economique Local : Cas de Foumban au Cameroun. Gestion de management, Université Paris-Saclay, Thèse de Doctorat.
- Koudjou Talla, Carine Laure (2007). *TIC et développement local au Cameroun*. Mémoire de Master2 Pro sciences de l'information et de la communication option conception et gestion de projets numériques territoriaux. Université de Paris X Nanterre.
- Pecqueur, Bernard (SD). *Le développement territorial : une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud*, pp. 295-316.
- Marest, Étienne (2011). Culture et développement Territorial, pp. 209-210.

Annexes

Annexe 1: liste des informateurs

N°	Noms	Sexe	Age	Fonction	Quartier/ Village	Date et heure
1	Ambassa	Masculin	65 ans	Retraité	Ekounou	25/02/2021 à 09h00
2	André	Masculin	67ans	Religieux	Ekounou	24/02/2021 à 11h10
3	Armand	Masculin	38 ans	Enseignant	Ekounou	23/02/2021 à 16h15
4	Charles	Masculin	32 ans	Cultivateur	Mambando	28/02/2021 à 12h45
5	Chef du villa	Masculin	43 ans	Chef du village	Mambando	26/02/2021 à 15h13
6	Claude	Masculin	30 ans	travailleur indépen	Mambando	01/03/2021 à 10h30
7	Clotilde	Féminin	40 ans	Commerçante	Ekounou	22/02/2021 à 10h00
8	Françoise	Féminin	57 ans	Cultivatrice	Mambando	26/02/2021 à 17h03
9	Linda	Féminin	26 ans	Etudiante	Ekounou	24/02/2021 à 13h05
10	Massa	Masculin	62 ans	Cultivateur	Mambando	27/02/2021 à 14h20

Source : (Sérafine Diane NGO MINKA, 2021)

Table des matières

Résumé	126
I-Introduction de la recherche	127
I-1-Contexte et problématique de la recherche	128
I-2-Hypothèses et objectifs de la recherche.....	129
II-Méthodologie et technique d'analyse de données de la recherche	130
II-1-Identification des catégories de personnes pour la recherche	132
II-2-Délimitation et organisation des entrevues par zone.....	132
II-3-Description théorique	133
III-Résultats de la recherche	134
III-1-Eléments culturels et développement territorial	134
III-1-1-Education comme élément de développement territorial : la sensibilisation.....	134
III-1-2-De la sensibilisation à l'intégration : le suivi-évaluation.....	135
III-1-3-Ressources matérielles, techniques, financières et humaines	137
IV-Discussion et conclusion de la recherche	139
IV-1-Parties prenantes	139
IV-1-1-Indicateurs de la démarche participative et limites.....	140
IV-1-2-Synthèse de la participation locale au développement territorial	141
Références bibliographiques	145
Annexes	146
Table des matières	147